

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - BD

**Arrêté préfectoral imposant à la société CATRY des
prescriptions complémentaires pour la poursuite
d'exploitation de son établissement situé à
GONDECOURT**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R512-8 et R512-31 ;

VU les différentes décisions préfectorales relatives aux activités exercées par la société CATRY - siège social : rue du Marais B.P. n° 23 59147 GONDECOURT, pour son établissement situé à la même adresse, notamment l'arrêté préfectoral du 28 novembre 1997 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1998 mettant en demeure la société CATRY de remettre, sous trois mois, un dossier conforme aux prescriptions des articles R512-2 à R512-10 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 octobre 1999 portant consignation de la somme de 30 489,80 € à l'encontre de ladite société, pour la réalisation d'un dossier installations classées actualisé ;

VU la lettre préfectorale du 7 septembre 2006 demandant à la société CATRY à GONDECOURT la réalisation par un tiers expert, sous deux mois, d'une analyse critique de l'étude des dangers jointe au dossier de régularisation remis en préfecture du Nord le 15 novembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2007 portant abrogation des dispositions de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 1999 susvisé ;

VU le rapport du 21 août 2007 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort la nécessité d'imposer par la voie d'un arrêté préfectoral complémentaire, une analyse critique, conformément aux dispositions de l'article R512-8 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'à ce jour, l'analyse critique demandée à la société CATRY n'est pas encore parvenue en préfecture du Nord ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 septembre 2007 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1 – REMISE D'UNE TIERCE EXPERTISE

Pour la poursuite de son activité, la société CATRY, rue du Marais à GONDECOURT, réalise par un tiers-expert, une analyse critique de l'étude de dangers jointe au dossier de régularisation remis le 15 novembre 2005 et ce, conformément aux dispositions de l'article R512-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 2.- LE TIERS EXPERT

Le choix du tiers expert sera soumis à l'accord de l'Inspection des Installations Classées. Ce tiers expert aura pour mission, eu égard à l'état de l'art, aux techniques disponibles et à l'environnement de l'établissement, de dégager un avis sur la pertinence des mesures de sécurité figurant dans l'étude de dangers, d'identifier les points faibles, les possibilités d'amélioration.

Le tiers expert pourra être amené à considérer des scénarios complémentaires à ceux que la société CATRY a pris en compte dont certains paramètres seraient jugés par le tiers expert insuffisamment pénalisants.

ARTICLE 3.- LE CAHIER DES CHARGES DE L'ANALYSE CRITIQUE

modalités administratives

- * la tierce expertise sera rédigée en français ;
- * la tierce expertise sera remise au Préfet (un exemplaire) et à l'Inspection des Installations Classées (deux exemplaires) **sous deux mois** à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

modalités de travail

- * une réunion de lancement de la tierce expertise devra être planifiée dès le début de la mission du tiers expert. Une réunion sera planifiée dans un délai d'un mois et demi pour que soient restitués les travaux du tiers expert. Le rapport définitif de cette analyse critique devra tenir compte des observations formulées lors de cette réunion.

champ de l'analyse

L'analyse critique indiquera dans quelle mesure :

- * les hypothèses notamment, les valeurs retenues des paramètres, paraissent acceptables ;
- * aucun scénario accidentel important n'a été omis, notamment au regard de l'accidentologie passée de l'établissement ou de ce type d'installations industrielles ;
- * la liste des paramètres Importants Pour la Sécurité (I.P.S.) et la liste des équipements I.P.S. figurent dans le dossier, ainsi que les définitions de ces concepts et les méthodes d'identification adoptées par l'exploitant ;
- * les méthodologies et modèles utilisés paraissent adaptés au niveau du risque présumé ;
- * la nature (voire les ordres de grandeur) des paramètres et équipements I.P.S. identifiés par l'exploitant lui paraît pertinente (cette étape conduira à figer une liste explicite d'équipements I.P.S.) ;
- * la nature et les ordres de grandeur des conséquences des accidents analysés par l'exploitant paraissent pertinents ;
- * des technologies de type Meilleures Technologies Disponibles existant au plan mondial auraient pu être mises en œuvre dans une optique de réduction des risques d'accidents mais ne l'ont pas été, sans qu'une justification technico-économique ne figure au dossier ;

- * les éléments utiles à l'information du public ainsi qu'à l'établissement des plans de secours figurent dans l'étude des dangers ;
- * les dispositions proposées en terme d'intervention sur un sinistre paraissent pertinentes.

Le tiers expert émettra un avis sur la définition des niveaux de probabilités d'occurrence, de gravité et sur la grille de criticité retenue par les établissements CATRY, ainsi que la pertinence des décotes réalisées sur les scénarios au regard des barrières mises en place.

ARTICLE 4.- DELAIS ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 5.- EXECUTION DE L'ARRETE

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de GONDECOURT,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de GONDECOURT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.
- un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

FAIT à LILLE, le 16 NOV. 2007

Le préfet
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint

François-Claude PLAISANT

